

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Faire taire les armes en Afrique

TEL est l'idéal vers lequel veulent tendre les ministres des Affaires étrangères, les diplomates et autres experts venus de divers horizons réunis, depuis hier, à Libreville à l'occasion du 7e séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LA sécurité en Afrique constitue à n'en point douter un véritable cheval de bataille pour la diplomatie gabonaise. C'est du moins l'avis de bon nombre d'observateurs, au regard des différentes rencontres organisées en terre gabonaise sur cette problématique. La dernière en date étant le 7e séminaire de haut niveau sur la paix et la Sécurité en Afrique qu'abrite actuellement la capitale gabonaise. Lequel séminaire a pour thème : " Faire taire les armes en Afrique: créer un environnement favorable pour les enfants en situation de conflit armé".

Tout naturellement, en sa qualité de ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Alain Claude Bilie-By-Nze a souhaité la cordiale bienvenue aux hôtes. Le "patron" de la diplomatie



Le présidium du 7e séminaire de haut niveau de Libreville sur la Paix et la Sécurité en Afrique.

« Cette thématique fait écho à la gestion de l'agenda 2063, à savoir la construction d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres moyens, et représentant une force dynamique sur laquelle on peut compter. »

gabonaise a planté le décor de cette grand-messe. "(...) De manière plus globale, cette thématique fait écho à la gestion de l'agenda 2063, à savoir la construction d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres moyens, et représentant une force dynamique sur laquelle on peut

compter. Or, les atouts majeurs de cette Afrique de demain vers laquelle se portent nos ambitions sont précisément pris en compte (...)", a déclaré Alain Claude Bilie-By-Nze.

Lui emboitant le pas, Ezéchiel Nibigira, ministre burundais des Relations extérieures, par ailleurs président du Conseil de Paix et de Sécurité, (CPS) pour le mois de janvier 2020 a, quant à lui, donné le ton des travaux. "Nous voici réunis à nouveau, et ce, pour la 7e occasion afin d'interagir et échanger dans le but de renforcer davantage les bases apportées par le séminaire inaugural de décembre 2013 qui avait pour objectif l'articulation, la coordination, la promotion de

la défense effective des positions et préoccupations communes africaines sur des questions de paix et de sécurité du continent", a-t-il souligné.

Parmi les victimes des conflits armés, sur le continent voire sur la planète, figurent les enfants. Une situation qui ne laisse pas insensible Bintou Keita, représentante du Secrétaire général des Nations Unies. Surtout que ce 7e séminaire coïncide avec le 30e anniversaire de la Convention des Droits de l'Enfant de l'organisation des Nations Unies (ONU), ainsi que le 30e anniversaire de la Charte des Droits de l'Enfant.

Pour sa part, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale,

ouvrant les travaux de ce séminaire, est d'avis que l'heure est grave et qu'il faut impérativement se pencher sur le cas des enfants résidant en zone de conflits.

" Au regard du caractère alarmant de la situation, il y a en effet lieu de dépasser le cap des indignations et des émotions pour œuvrer à une mobilisation davantage conséquente devant susciter des actions plus fructueuses sur le sort des enfants sur ces théâtres d'opérations. En effet, une grave tragédie se joue devant nous, quand on sait que 1/5e des enfants présents en zone de conflit dans le monde sont africains, soit 152 millions d'enfants", a-t-il indiqué.

Miroir du gouvernement

Intérêts inavoués ?

AU terme de trois jours de travaux, le 1er forum de la Fonction publique s'est achevé, le vendredi 10 janvier dernier, sur la volonté commune des participants de bâtir "une administration publique forte, performante et équitable".

Au-delà de certaines nuances, tout ceci n'est pas sans nous rappeler les conclusions auxquelles étaient également parvenus, les 7 et 8 décembre 2017, les participants à l'atelier de validation des outils de gestion des ressources humaines de l'État. Des assises organisées avec l'appui de la Banque mondiale dont l'objectif était, on s'en souvient, de " gérer autrement l'agent

public". Avec, en toile de fond, l'ambition de " parvenir à une rationalisation des effectifs (...) et à l'amélioration du service public, sous-tendue par des objectifs de performance, de productivité, d'efficacité et d'efficience. En faisant de l'agent public un acteur majeur du développement au Gabon, au même titre que le travailleur privé".

Au cours de la même grand-messe, les secrétaires généraux et gestionnaires des ressources humaines de l'administration publique avaient pris part à un atelier "de gestion prévisionnel des emplois et évaluation des performances des agents

de l'État". Organisée avec le soutien de la Banque mondiale, cette rencontre visant à "professionnaliser la Fonction publique en passant d'une Fonction publique administrative à une Fonction publique d'emplois". Trois ans plus tôt, en juin 2014, s'était tenu le 1er forum de la réforme administrative du Gabon. Là aussi, les exigences de rationalisation, de qualité, de performance, etc., de l'administration publique étaient au cœur de ce rendez-vous, qui coïncidait avec la célébration de la "Journée africaine de l'administration et du service public".

Tout ceci, pour dire quoi ? Qu'on a l'impres-

sion que chaque nouveau gouvernement s'empresse d'organiser soit un séminaire, soit un atelier ou un forum, sur la Fonction publique. Quid du travail effectué par la précédente équipe gouvernementale ? Ou du sacro-saint principe de la continuité du service public ?

Pour plus de crédibilité, il serait peut-être temps de changer ces comportements. Sauf à croire que tous ces ateliers et autres séminaires sur la Fonction publique sont mus par des intérêts inavoués.

J.KOMBILE MOUSSAVOU